



BRÈVES NUMÉRIQUES

Royaume-Uni

Une publication du SER de Londres
3 au 31 juillet 2024

Sommaire

Fait marquant

- Discours du Trône : Retour sur les annonces relatives au numérique

Économie numérique et régulation

- Keir Starmer a nommé Peter Kyle comme ministre à la science, à l'innovation et à la technologie le 5 juillet 2024 ; il sera appuyé par ses ministres délégués sectoriels
- Le ministère de la science, de l'innovation et de la technologie (DSIT) s'étend et renforce ses équipes d'experts pour mener à bien la transformation numérique du gouvernement et des services publics
- Le ministre de la science britannique a rencontré ses homologues lors de la réunion ministérielle du G7 sur la science et la technologie en Italie
- Le ministre des affaires étrangères britannique et le Premier ministre indien ont lancé une initiative historique en matière de sécurité technologique entre le Royaume-Uni et l'Inde
- Le Royaume-Uni adhère au premier accord mondial sur le commerce numérique, négocié dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce

Télécommunications et réseaux

- *BT* a reçu une amende de l'Ofcom pour ses manquements lors de la panne de juin 2023 ayant affecté le numéro d'urgence 999
- L'Ofcom interdit les hausses de prix liées à l'inflation en cours de contrat pour les services téléphoniques, haut débit, et de télévision payante
- La panne informatique liée à la mise à jour défectueuse de *CrowdStrike* a largement impacté le Royaume-Uni

Données et intelligence artificielle

- Peter Kyle a commandé un plan d'action pour stimuler la croissance économique grâce à l'IA
- Le Royaume-Uni, l'Union européenne et les États-Unis s'accordent sur une approche commune de la réglementation de la concurrence en matière d'intelligence artificielle

- L'Autorité de la concurrence britannique lance une enquête préliminaire sur le partenariat entre *Google* et *Anthropic*
- *UK Biobank*, la plus grande base de données médicales au monde, vient d'obtenir 16 M£ de financement de la société *Amazon Web Services* et du gouvernement britannique
- Wimbledon a utilisé le service de surveillance des médias sociaux *Threat Matrix* pour protéger les joueurs des abus en ligne

Cybersécurité

- Le régulateur britannique en matière de protection des données révèle des défaillances de sécurité de la Commission électorale lors de la cyberattaque chinoise de 2021
- Le gouvernement britannique réagit à l'attaque cyber ayant touché *Synnovis* en renforçant son cadre réglementaire cyber

Spatial

- Peter Kyle s'est exprimé sur l'espace au salon aéronautique de Farnborough
- L'Etat attribue 24M£ de subventions à huit projets de technologie spatiale

Nouvelles technologies

- 5 nouveaux centres de recherche quantique sont soutenus par un financement gouvernemental de plus de 100 M£

Ecosystème tech

- Les start-ups en intelligence artificielle attirent près d'un quart des investissements dans la tech au Royaume-Uni
- La fintech britannique *Revolut* a obtenu sa licence bancaire au Royaume-Uni après 3 ans d'attente
- *Robin AI* s'étend à Singapour après avoir reçu le soutien de l'État britannique
- *SoftBank* achète le fabricant de puces britannique *Graphcore*, dans le but de concurrencer *Nvidia*
- *Cleo*, la fintech de la génération Z, fait plus que doubler son chiffre d'affaires
- *Flo Health* devient la première startup de santé féminine évaluée à plus d'un milliard de dollars

Fait marquant

Retour sur les annonces relatives au numérique énoncées lors du Discours du Trône

Le 17 juillet dernier, le Roi Charles a prononcé le [Discours du Trône](#) qui présente le programme législatif du nouveau gouvernement. Concernant le numérique, quelques évolutions et nouvelles annonces sont notables :

- L'un des faits marquants de ce discours concerne **l'absence d'annonce de projet de loi sur l'intelligence artificielle**. Si le *Labour* avait affiché durant la campagne sa volonté de mettre en œuvre une régulation contraignante pour les modèles d'IA les plus puissants, le nouveau gouvernement a adopté un positionnement plus prudent dans le Discours du Trône, qui évoque seulement une « législation appropriée ». On peut donc s'attendre au lancement d'une consultation avec les acteurs du secteur avant que le cadre et le format de la législation ne soient clairement déterminés.
- A l'inverse, alors que la thématique des données n'avait pas été évoquée lors de la campagne, le gouvernement a annoncé un **projet de loi sur l'information numérique et les données intelligentes** (*Digital information & Smart Data Bill*). Cette loi, dont le périmètre sera large, vise à exploiter la puissance des données pour stimuler la croissance économique. Elle prévoit notamment la mise en place de services de vérification numérique (identité numérique) et de programmes Smart Data, permettant à un client de partager ses données à des fournisseurs tiers. Améliorer la qualité et l'efficacité des services publics grâce aux données et permettre aux chercheurs d'y avoir accès font également parmi des objectifs de cette législation. Enfin, le gouvernement compte réformer le cadre de protection des données en renforçant les pouvoirs de l'ICO (le régulateur indépendant de protection des données au Royaume-Uni), et en menant des réformes ciblées de certaines lois sur les données, dans un contexte où la décision d'adéquation avec le RGPD est attendue en 2025.
- Le gouvernement souhaite mettre à niveau les législations britanniques en matière de cybersécurité à travers son **projet de loi sur la cybersécurité et la résilience**. Le cadre réglementaire britannique en matière de cybersécurité, hérité des règlements européens, n'a pas évolué depuis 6 ans, à l'inverse des standards européens qui ont été largement renforcés depuis le Brexit (NIS2, Règlement Cyber-résilience, etc.). Le nouveau gouvernement britannique prévoit donc de renforcer la réglementation cyber pour protéger davantage les infrastructures stratégiques et les services publics des cyberattaques, de fournir plus de ressources aux régulateurs pour enquêter de manière proactive sur les vulnérabilités potentielles, et enfin de rendre obligatoire la notification d'un plus grand nombre d'incidents ; mesures qui semblent s'aligner avec le cadre européen.

Le secteur du numérique et de la technologie se retrouve toutefois dans de nombreuses autres réglementations, notamment dans le projet de loi planification et infrastructure pour la construction des '*data centres*', et l'interdiction des « *deepfakes* » pornographiques risque de se retrouver dans le projet de loi sur la criminalité et la police.

Il convient également de rappeler que le gouvernement n'est pas tenu de mettre en œuvre l'ensemble des projets de loi dans la présente session parlementaire : un certain nombre de législations seront adoptées plus tard.

Economie numérique et régulation

Keir Starmer a nommé Peter Kyle comme ministre à la science, à l'innovation et à la technologie le 5 juillet 2024 ; il sera appuyé par ses Secrétaires d'Etat sectoriels

A la suite des élections générales du 4 juillet 2024, le nouveau Premier ministre travailliste Keir Starmer a nommé [Peter Kyle](#) à la tête du ministère de la science, de l'innovation et de la technologie (DSIT). Ce député, élu dans la circonscription de Hove depuis 2015, était déjà titulaire de ce portefeuille dans le cabinet fantôme du *Labour* depuis septembre 2023.

[A ses côtés](#), Lord [Patrick Vallance](#) a été nommé ministre délégué à la science, à la recherche et à l'innovation. Ce clinicien, professeur de médecine et ancien directeur de la division de médecine de UCL, a travaillé dans le département de R&D chez *GlaxoSmithKline* (GSK), avant d'occuper le poste de [conseiller scientifique en chef du gouvernement](#) de 2018 à 2023.

De plus, [Chris Bryant](#) est le nouveau ministre délégué chargé de la protection des données et des télécommunications, mais aussi des industries créatives, des arts et du tourisme.

[Feryal Clark](#) est devenue sous-secrétaire d'Etat parlementaire à l'IA et à l'administration numérique le 9 juillet, après avoir occupé divers postes au sein du cabinet fantôme, notamment aux soins primaires et à la sécurité des patients, puis à la santé, et enfin à la réduction de la criminalité de novembre 2023 à juillet 2024. Enfin, la [Baronnesse Jones of Whitchurch](#), membre de la Chambre des Lords depuis 2006 et ancienne porte-parole chargée du DSIT dans le cabinet fantôme, a été nommée sous-secrétaire d'Etat parlementaire chargée de l'avenir de l'économie numérique et de la sécurité en ligne.

La précédente ministre du DSIT, [Michelle Donelan](#), a quant à elle été battue lors des élections législatives.

Le ministère de la science, de l'innovation et de la technologie (DSIT) s'étend et renforce ses équipes d'experts pour mener à bien la transformation numérique du gouvernement et des services publics

Dans un [communiqué de presse](#), le DSIT a annoncé un élargissement de ses missions à la transformation numérique des services publics par l'intégration d'experts en données, en numérique et en intelligence artificielle, provenant du *Government Digital Service* (GDS), du *Central Digital and Data Office* (CDDO), et de *l'Incubateur pour l'IA* (i.AI). Ce remaniement constitue la première mesure du nouveau ministre Peter Kyle, afin de « construire un gouvernement numérique moderne » où le DSIT serait le centre numérique du gouvernement, en étroite collaboration avec le *Cabinet Office* et le Trésor. Cette initiative permettra d'unir les efforts de transformation numérique au sein d'un même département, afin de mener à bien les différents chantiers de numérisation des services publics, notamment l'identité numérique et la levée des barrières au partage de données. Cette transformation vise également à ce que le DSIT soutienne les autres ministères et les fonctionnaires dans l'adoption et l'utilisation des nouvelles technologies – notamment l'IA – dans leur travail quotidien et dans des domaines spécifiques tels que l'énergie, la santé, la police et l'éducation. Le DSIT deviendra ainsi le centre d'expertise et de prestation de services numériques au sein du gouvernement, afin de maximiser le potentiel du numérique pour les services publics.

Le ministre de la science britannique a rencontré ses homologues lors de la réunion ministérielle du G7 sur la science et la technologie en Italie

Le nouveau ministre de la science britannique, Patrick Vallance, a participé à la réunion ministérielle du G7 sur la science et la technologie qui s'est tenue à Bologne en Italie du 9 au 11 juillet 2024. Les ministres du G7 se sont accordés sur une [déclaration commune](#), portant sur la sécurité et l'intégrité de la recherche, la science ouverte et la communication scientifique, les grandes infrastructures de recherche, la recherche dans les technologies nouvelles et émergentes (IA, biotechnologies, espace, fission nucléaire et énergie de fusion), la coopération avec l'Afrique en matière de recherche et d'innovation, et enfin les mers, océans et leur biodiversité.

[Patrick Vallance s'est ainsi exprimé](#) devant ses homologues, et a déclaré que le secteur britannique de la science et de la technologie était ouvert aux affaires. Il a également souligné l'importance de la confiance, de la collaboration, et de l'ouverture, car la science est « fondamentalement internationale » bien que menacée par l'instabilité géopolitique, ce qui rend nécessaire le renforcement de la sécurité de la recherche et la protection des communautés de chercheurs. Patrick Vallance a enfin laissé entendre que le Royaume-Uni continuerait d'étudier la possibilité d'accueillir une nouvelle initiative de recherche internationale, et a proposé le soutien du Royaume-Uni au projet pilote d'accélérateur de données FAIR, qui vise à aider les chercheurs à rendre les données plus faciles à trouver, accessibles, interopérables et réutilisables.

Le ministre des affaires étrangères britannique et le Premier ministre indien ont lancé une initiative historique en matière de sécurité technologique entre le Royaume-Uni et l'Inde

A l'occasion de la rencontre entre le Premier ministre indien Narendra Modi et le Ministre des affaires étrangères britannique David Lammy à New Dehli le 24 juillet, [une nouvelle initiative indo-britannique en matière de sécurité technologique a été lancée](#). Cette initiative lance une collaboration ambitieuse entre le R-U et l'Inde dans le secteur des technologies critiques et émergentes de [certains domaines prioritaires](#), tels que les télécommunications, les minéraux critiques, l'intelligence artificielle, les technologies quantiques, la santé, les biotechnologies, et les semi-conducteurs. Elle s'appuie sur une série de partenariats entre les gouvernements britannique et indien, l'industrie et le monde universitaire, afin de garantir l'exploitation du potentiel collectif des technologies critiques indo-britanniques. Cette initiative s'inscrit également dans un ensemble plus large d'annonces visant à réactualiser le partenariat bilatéral R-U – Inde autour de la stimulation de la croissance économique grâce à l'innovation, l'emploi et les investissements. Le lancement de ce partenariat a été salué par Peter Kyle, tandis qu'un nouvel appel à financement de 7 M£ pour la recherche sur les télécommunications du futur a également été annoncé par *UK Research and Innovation (UKRI)* et le ministère indien de la science et de la technologie, dans le cadre de cette initiative.

Le Royaume-Uni adhère au premier accord mondial sur le commerce numérique, négocié dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce

Le 26 juillet, le Royaume-Uni et 90 autres pays [se sont accordés sur de nouvelles règles](#) destinées à rendre le commerce mondial du numérique plus rapide, plus équitable et plus sûr, après cinq ans de négociation à l'OMC.

L'accord prévoit l'interdiction des droits de douane sur le contenu numérique, la numérisation de tous les documents et processus douaniers, la réduction des coûts pour les entreprises britanniques en facilitant la signature électronique, et la protection des consommateurs contre la fraude en ligne. L'adoption de cet accord pourrait fortement stimuler la croissance économique britannique grâce aux gains réalisés par le commerce numérique et par l'adoption à l'échelle mondiale de systèmes, processus et documents douaniers numériques. Le gain de cette uniformisation a été estimé par l'OCDE à 4 000 Md£, et la numérisation des processus douaniers pourrait augmenter le PIB britannique de 24.2 Md£ (d'après les données de 2023). Comme l'ont souligné le ministre des entreprises et du commerce Jonathan Reynolds et le ministre à la science, à l'innovation et à la technologie Peter Kyle, cet accord s'inscrit en parfaite cohérence avec l'objectif de croissance économique du nouveau gouvernement britannique et sa stratégie de renforcement des partenariats commerciaux mondiaux.

L'accord doit à présent être intégré dans le cadre juridique de l'OMC, avant d'être formellement ratifié par le Royaume-Uni.

Télécommunications et réseaux

[BT a reçu une amende de l'Ofcom pour ses manquements lors de la panne de juin 2023 ayant affecté le numéro d'urgence 999](#)

L'Ofcom, le régulateur britannique des communications, a [condamné BT à une amende](#) de 17,5M£ pour son manque de préparation à une panne de son service de traitement des appels d'urgence ayant eu lieu en juin 2023. *BT*, chargé du bon fonctionnement des lignes 999 et 112, a connu une panne de réseau qui a affecté 14 000 tentatives d'appel l'année dernière. L'Ofcom a constaté que les systèmes d'alerte de *BT* n'étaient pas suffisants pour prévenir ce type d'incidents, ou de procédures adéquates pour en évaluer rapidement la gravité et l'incidence. *BT* a accepté les points soulevés dans les conclusions de l'Ofcom, et a assuré avoir mis en place des mesures améliorant la résilience du système, tout en soulignant que le service n'avait jamais subi un tel niveau de perturbations.

[L'Ofcom interdit les hausses de prix liées à l'inflation en cours de contrat pour les services téléphoniques, haut débit, et de télévision payante](#)

Les nouvelles règles annoncées le 19 juillet par l'Ofcom [interdisent les hausses de prix liées à l'inflation en cours de contrat](#) conclus avec les clients pour les services téléphoniques, à large bande, et de télévision payante. A partir de janvier 2025, les fournisseurs devront informer les clients de toute augmentation prévue dans leur contrat de façon « transparente », afin que les consommateurs puissent être certains du prix affiché et profiter du marché concurrentiel britannique. Cette décision intervient dans un contexte où les prix avaient augmenté de 14% l'année passée, et a fait l'objet d'une consultation menée depuis décembre. Les deux plus grands fournisseurs britanniques, *BT* et *Vodafone*, ont annoncé plus tôt cette année qu'ils introduiraient un modèle de tarification conforme à l'approche du régulateur, tout en soulignant que les augmentations de tarifs étaient nécessaires pour couvrir les coûts des investissements pour répondre à une demande de plus en plus forte.

La panne informatique liée à la mise à jour défectueuse de CrowdStrike a largement impacté le Royaume-Uni

La mise à jour de sécurité de l'entreprise américaine de cybersécurité *CrowdStrike* est entrée en conflit avec le système d'exploitation Windows de *Microsoft*, provoquant la [panne de 8.5 millions d'ordinateurs Windows](#) dans le monde. L'incident, qualifié comme l'une des pires pannes informatiques de l'histoire, a [affecté massivement le Royaume-Uni](#). Les services de santé du NHS ont été fortement perturbés, conduisant à la déprogrammation de nombreux rendez-vous chez des médecins généralistes, ce qui a augmenté la pression sur les services d'urgences. Les transports britanniques, et notamment les aéroports et trains (*Govia Thameslink Railway*) ont également été perturbés à cause de cet incident informatique, tout comme les [entreprises et la Bourse de Londres](#) (London Stock Exchange).

Cette panne a mis en lumière la vulnérabilité des réseaux informatiques mondiaux, et encourage une révision des procédures de déploiement des mises à jour, dont les [fragilités](#) pourraient profiter aux hackers cyber.

Données et intelligence artificielle

Peter Kyle a commandé un plan d'action pour stimuler la croissance économique grâce à l'IA

Le ministre de la science, de l'innovation et de la technologie Peter Kyle, a commandé un [plan d'action sur les opportunités que représente l'IA](#) pour la croissance économique (*AI Opportunities Action Plan*) et l'amélioration des conditions de vie des citoyens. Matt Clifford, président de l'Agence pour la recherche avancée et l'invention (*ARIA*), a été désigné pour diriger ces travaux et explorer les possibilités inexploitées de l'IA. Il travaillera avec les entreprises, les universités, le gouvernement, les régulateurs et la société civile pour développer ce plan d'action. En plus d'étudier les moyens de rendre le secteur britannique de l'IA compétitif sur la scène internationale, le [plan](#) définira comment stimuler l'adoption de la technologie dans tous les secteurs de l'économie, et examinera les infrastructures, les talents et l'accès aux données nécessaires à la réalisation de cet objectif. Les recommandations feront l'objet d'un rapport qui sera publié en septembre, et seront mises en œuvre par la nouvelle « Unité des opportunités de l'IA » (« *AI Opportunities Unit* ») du DSIT.

Le Royaume-Uni, l'Union européenne et les Etats-Unis s'accordent sur une approche commune de la réglementation de la concurrence en matière d'intelligence artificielle

L'Autorité de la concurrence et des marchés britannique (CMA), la Commission européenne et les autorités américaines ont signé une [déclaration commune](#) définissant une position conjointe sur la gestion des risques de concurrence liés aux modèles d'intelligence artificielle puissants.

Cette nouvelle réglementation de la concurrence en matière d'IA révélée le 23 juillet par la CMA et ses homologues reposera sur les principes suivants : décourager les tactiques d'exclusion dans l'IA, encourager l'interopérabilité entre les technologies d'IA, et veiller à ce que les entreprises et les consommateurs disposent d'un large éventail de choix sur le marché de l'IA.

Cet accord suggère qu'une coopération internationale est nécessaire du fait de l'absence de territorialité de l'IA. Toutefois, les divergences entre les puissances pourraient s'avérer plus importantes en ce qui concerne la réglementation des modèles d'IA.

L'Autorité de la concurrence britannique lance une enquête préliminaire sur le partenariat entre Google et Anthropic

L'Autorité de la concurrence et des marchés britannique (CMA) a ouvert une [enquête préliminaire](#) sur le [partenariat entre la startup d'intelligence artificielle Anthropic et Google](#). Google a investi 2 Md\$ dans Anthropic en 2023 après avoir signé un accord avec la startup sur le « cloud ». La CMA examine donc si ce partenariat constitue une fusion potentielle, ce qui lui permettrait d'ouvrir une enquête formelle et approfondie.

Cette enquête est la dernière d'une longue série sur les accords entre les grandes entreprises technologiques et des petites entreprises d'IA, et s'inscrit dans une préoccupation plus générale concernant la concurrence dans le secteur de l'IA générative. Anthropic avait par exemple déjà fait l'objet d'une enquête de la CMA dans le cadre de son partenariat avec Amazon, et nie à présent que cet accord avec Google constitue une fusion.

UK Biobank, la plus grande base de données médicales au monde, vient d'obtenir 16 M£ de financement de la société Amazon Web Services et du gouvernement britannique

La base de données médicales UK Biobank, ébergée par Amazon Web Services (AWS), contient des informations approfondies sur la génétique, la santé et le mode de vie d'un demi-million de volontaires britanniques, permettant à des chercheurs agréés du monde entier d'utiliser ces données pour la recherche médicale. Après avoir obtenu un financement de 32 M£ en octobre dernier, [16 nouveaux M£ viennent d'être collectés par UK Biobank](#). La société d'informatique en nuage AWS fournira 8 M£ de crédits d'informatique « en nuage » pour permettre à UK Biobank de disposer de l'infrastructure « en nuage » dont elle a besoin pour stocker et traiter en toute sécurité ses données de santé, en constante augmentation. Cela lui permettra également d'avoir accès à d'autres services d'AWS, tels que l'intelligence artificielle et l'apprentissage automatique (*machine learning*), accélérant ainsi les progrès de la recherche. A cette contribution s'ajoute un financement complémentaire de 8 M£ de la part du gouvernement.

Peter Kyle a salué la contribution et le soutien d'AWS dans le maintien de cette base de données, tandis que Patrick Vallance, Secrétaire d'Etat à la Science, a souligné l'approche collaborative dans la recherche permise par UK Biobank. Ce partenariat s'inscrit par ailleurs en parfaite adéquation avec la stratégie du gouvernement de travailler en étroite collaboration avec le secteur privé et le monde universitaire pour exploiter la puissance des sciences afin de stimuler la recherche et l'innovation.

Wimbledon a utilisé le service de surveillance des médias sociaux Threat Matrix pour protéger les joueurs des abus en ligne

Développé par le groupe britannique Signify, le service d'intelligence artificielle 'Threat Matrix' a été [déployé dans le cadre du tournoi de Wimbledon](#) afin de surveiller les profils des joueurs sur les réseaux sociaux, et signaler les menaces de mort, le racisme et les commentaires sexistes. Cet outil, piloté par l'IA, est renforcé par des personnes travaillant pour le tournoi qui surveillent les comptes. Les joueurs peuvent également opter pour un service plus complet analysant les abus ou menaces sur les messageries directes privées, et sont systématiquement consultés avant que les abus ne soient signalés aux plateformes ou à la police. Depuis le début de son utilisation, Threat Matrix a identifié 546 publications offensantes provenant de 438 comptes, et a constaté qu'un joueur sur quatre faisait l'objet d'abus. Dans un tel contexte, l'US Open prévoit également d'utiliser cette technologie d'IA britannique pour protéger les joueurs des abus en ligne.

Cybersécurité

Le régulateur britannique en matière de protection des données révèle des défaillances de sécurité de la Commission électorale lors de la cyberattaque chinoise de 2021

Selon le Bureau du commissaire à l'information (*Information Commissioner's Office* – ICO), le régulateur indépendant britannique en matière de protection des données et droits à l'information, la cyberattaque soutenue par la Chine ayant permis le piratage des informations personnelles de 40 millions d'électeurs britanniques en août 2021 aurait pu être évitée si la [Commission électorale avait respecté des « mesures de base »](#) pour protéger ses systèmes.

L'ICO met en effet en évidence des failles dans la mise en place de garanties de sécurité de protection des données personnelles de la Commission électorale, tels que l'absence d'application de correctifs de sécurité et le non-respect des mises à jour des mots de passe.

La Commission électorale, qui ne risque aucune sanction de la part de l'ICO, a déclaré mardi 30 juillet qu'elle avait [pris des "mesures importantes" depuis l'attaque](#) pour améliorer la sécurité de ses systèmes. Par ailleurs, l'ICO a assuré que rien n'indiquait que les données personnelles avaient été publiées en ligne, tout en avertissant que ces informations (noms, adresses et adresses électroniques) pourraient tomber dans le domaine public.

Le gouvernement britannique réagit à l'attaque cyber ayant touché Synnovis en renforçant son cadre réglementaire cyber

Le gouvernement britannique a proposé un projet de loi sur la cybersécurité et la résilience en [réponse directe aux récentes attaques cyber](#), et notamment celle ayant touché *Synnovis* – l'un des fournisseurs de services du NHS – en juin dernier. La rapidité de la réaction du gouvernement démontre, selon le ministre délégué à la science Patrick Vallance, que le nouveau gouvernement a compris l'urgence d'agir en matière de sécurité numérique, et notamment dans le secteur de la santé, particulièrement vulnérable aux attaques cyber en raison de l'utilisation croissante de prestataires de services privés.

Le projet de loi vise à renforcer les exigences en matière de cybersécurité et de signalement des incidents pour les entreprises privées fournissant des services publics, et prévoit également de doter les régulateurs de davantage de ressources et d'élargir leurs pouvoirs d'enquête sur les vulnérabilités cybernétiques potentielles.

Toutefois, selon [certains acteurs du secteur](#), ce projet de loi doit encore être précisé, notamment en ce qui concerne la manière dont les nouvelles règles imposées aux entreprises privées fournissant des services publics seront mises en œuvre et les possibles sanctions en cas de non-respect de la législation.

Spatial

Peter Kyle s'est exprimé sur l'espace au salon aéronautique de Farnborough

Peter Kyle était présent au salon aéronautique de Farnborough qui s'est tenu du 22 au 26 juillet, où il a fait [son premier discours](#) depuis sa nomination.

Le ministre du DSIT a tout d'abord souligné la singularité du secteur de l'aéronautique et du spatial, mentionnant la passion et l'esprit d'innovation des travailleurs de ce domaine.

Il a ensuite insisté sur la nécessité d'innover dans le secteur spatial, en raison de l'opportunité que cela représente pour le Royaume-Uni en termes de productivité et de croissance.

Le secteur spatial est également essentiel pour fournir des informations, notamment sur le changement climatique, et répondre aux besoins des populations en ce qui concerne l'accès à internet et les télécommunications. Par ailleurs, les services spatiaux permettent de sécuriser les télécommunications : les communications par satellites permettent les transactions financières et les services d'urgence sont dépendants des données GPS. Enfin, les découvertes scientifiques réalisées dans l'espace offrent de nouvelles perspectives pour la recherche. Dès lors, l'innovation dans le spatial représente un enjeu stratégique pour le R-U.

Pour répondre à cet objectif, Peter Kyle a fait deux annonces : le lancement d'un partenariat stratégique avec les entreprises, chercheurs et investisseurs afin de mettre en œuvre des cycles de financement plus longs pour assurer de la visibilité au secteur, et un financement de 33M£ du Programme national d'innovation spatiale de l'agenda spatiale britannique.

L'Etat attribue 24M£ de subventions à huit projets de technologie spatiale

Dans le cadre du programme national d'innovation spatiale de l'Agence spatiale britannique, [8 projets ont obtenu un financement](#), pour un montant total de 24 M£. Un projet de fusée suborbitale, de microréacteurs pour l'exploration spatiale, un télescope détecteur de chaleur et une technologie permettant aux satellites de s'amarrer les uns les autres seront notamment financés, avec un soutien d'investisseurs privés à hauteur de 9M£. Cette initiative vise à soutenir les technologies spatiales à fort potentiel, et stimuler la croissance économique du Royaume-Uni, comme l'a souligné Peter Kyle, ministre de la science, de l'innovation et de la technologie.

Nouvelles technologies

5 nouveaux centres de recherche quantique sont soutenus par un financement gouvernemental de plus de 100 M£

Peter Kyle a annoncé un [financement de 100 M£ pour les 5 nouveaux pôles de recherche quantique](#) chargés de développer l'utilisation pratique de cette technologie. Ces centres de recherche, dirigés par des universités britanniques de premier plan, réuniront des chercheurs et des entreprises afin de mettre à profit les talents scientifiques et les ressources commerciales pour développer des technologies quantiques révolutionnaires ayant un impact direct sur le quotidien des britanniques, et stimulant la croissance économique. De nombreux domaines sont concernés par ces programmes de recherche, notamment la santé, à travers le développement de scanners IRM plus rapides, de tests sanguins plus performants et de nouveaux traitements, mais aussi l'aérospatial, la cybersécurité, les réseaux de communication sécurisés (internet quantique), et les systèmes de navigation de nouvelle génération (systèmes de positionnement résistant au brouillage GPS).

Ecosystème tech

Les start-ups en intelligence artificielle attirent près d'un quart des investissements dans la tech au Royaume-Uni

Au premier semestre 2024, les [startups britanniques spécialisées dans l'IA ont levé \\$1,6 Md](#), ce qui représente 22% des investissements technologiques du Royaume-Uni. Il s'agit d'un record pour le secteur, sachant que les investissements dans les startups en IA ne représentaient que 12% du total en 2019.

Ainsi, les entreprises britanniques spécialisées dans l'IA devraient lever \$4,4 Mds de dollars d'ici la fin de l'année ; signe d'une tendance positive et optimiste en matière d'investissements dans l'écosystème d'innovation britannique.

Parmi les plus importantes levées de fonds pour les entreprises d'IA depuis le début de l'année, figurent celle de \$1,05 Md de la société de logiciels de conduite autonome *Wayve* par *SoftBank*, et celle de \$50 M de la startup de centres d'appels d'IA *PolyAI*.

Le nouveau Ministre de la science, de l'innovation et la technologie Peter Kyle a commenté ces chiffres, en soulignant que ces niveaux d'investissements étaient satisfaisants, d'autant plus dans un contexte d'incertitude persistante et de stagnation de la croissance, mais qu'il y avait encore du travail à faire pour créer un meilleur environnement pour le secteur technologique britannique.

La fintech britannique *Revolut* a obtenu sa licence bancaire au Royaume-Uni après 3 ans d'attente

La fintech *Revolut*, fondée en 2015 à Londres et considérée comme l'une des entreprises technologiques privées les plus prometteuses du Royaume-Uni, opérait jusqu'à présent en tant qu'établissement de monnaie électronique et non en tant que banque. *Revolut* a effectué sa première demande de licence bancaire à la *Financial Conduct Authority* en janvier 2021. Le processus a été particulièrement long comparé à d'autres *fintech* car elle a dû attendre juillet 2024 pour [obtenir sa licence](#). *Revolut* pourra toutefois opérer en tant que banque qu'après une « période de mobilisation », au cours de laquelle elle devra démontrer aux autorités qu'elle peut satisfaire aux exigences bancaires (obtention de capitaux, renforcement des systèmes de sécurité et intégration du personnel chargé des opérations bancaires). Cette période devrait durer entre 3 et 12 mois, avant que la *fintech* britannique puisse élargir son offre de produits pour y inclure des prêts, des hypothèques et des cartes de crédit, et ainsi augmenter son chiffre d'affaires. Par ailleurs, *Revolut* est toujours en lice pour une potentielle introduction en bourse.

Robin AI s'étend à Singapour après avoir reçu le soutien de l'État britannique

La startup londonienne *Robin AI*, spécialisée dans le développement de modèles d'IA pour des tâches juridiques, [se développe à Singapour](#) après avoir reçu un financement de 20M£ de *Temasek*, une société d'investissements détenue par le gouvernement singapourien. Par le passé, *Temasek* a soutenu des entreprises telles qu'*Alibaba*, *Xiaomi*, *Airbnb* et *Paypal*. *Robin AI* continuera d'opérer depuis son siège londonien et son site new-yorkais, en parallèle de cette installation en Asie.

SoftBank achète le fabricant de puces britannique *Graphcore*, dans le but de concurrencer *Nvidia*

Graphcore, une startup d'intelligence artificielle fabricant des puces, fondée en 2016 par des britanniques issus de l'industrie des semi-conducteurs [vient d'être rachetée par *SoftBank*](#).

La startup basée à Bristol figurera ainsi aux côtés du concepteur de puces britannique *Arm* dans le portefeuille du groupe technologique japonais, afin de « construire la prochaine génération de calcul d'IA ». Après avoir réalisé l'opération la plus importante dans le domaine de l'IA avec *Wayve*, *SoftBank* poursuit sa dynamique à travers cet investissement stratégique. Leur objectif est d'être présent dans l'ensemble de la chaîne de l'IA, non seulement dans le développement de modèles mais aussi dans l'infrastructure qui l'entoure, y compris du côté des semi-conducteurs et des systèmes. Présentée comme une rivale de *Nvidia* – dominant le marché des puces d'IA de haute performance – les « unités de traitement de l'intelligence » de *Graphcore* sont conçues pour répondre aux besoins spécifiques des applications d'IA.

Toutefois, l'entreprise britannique rencontre des difficultés pour commercialiser sa technologie, et a besoin de lever de nouveaux capitaux. *SoftBank* fournira ainsi à *Graphcore* des ressources conséquentes pour [affronter la concurrence](#) en augmentant de manière significative ses effectifs au Royaume-Uni, dont le siège social restera à Bristol. Les deux entreprises n'ont pas fourni d'informations sur le montant de l'opération, mais la transaction a été conclue après l'accord des autorités réglementaires britanniques et américaines, et à la suite de l'autorisation du gouvernement britannique en ce qui concerne la sécurité nationale. Cet accord signe aussi l'arrêt des activités de *Graphcore* en Chine, où elle travaillait avec des entreprises telles que *Baidu*. Les contrôles américains à l'exportation sur les puces d'IA ayant rendu le travail dans ce pays « très difficile », *Graphcore* et *SoftBank* se concentreront désormais sur les clients du secteur de l'IA aux États-Unis et en Europe.

Cleo, la fintech de la génération Z, fait plus que doubler son chiffre d'affaires

La startup d'origine britannique *Cleo*, ayant développé un assistant numérique financier basé sur l'IA délivrant des conseils à ses utilisateurs afin qu'ils gèrent mieux leurs finances, a [déclaré un chiffre d'affaires record en 2023](#) d'un montant de 65,9 M\$, ce qui représente une augmentation de 121% par rapport à l'année dernière. *Cleo* a déclaré avoir atteint un seuil de rentabilité ajusté en décembre 2023, citant une « conversion et une utilisation plus élevées » de ses produits payants (produits de crédits) et une « meilleure fidélisation des abonnés », ainsi qu'une réduction de ses pertes nettes de 31%. La stratégie de *Cleo* [d'investir massivement le marché américain](#) plutôt que britannique semble fonctionner, et ses 138M\$ de levées de fonds, provenant d'investisseurs tels que *Typeform* et *Balderton Capital* ont porté leurs fruits depuis la création de la startup en 2016, à présent devenue une licorne.

Flo Health devient la première startup de santé féminine évaluée à plus d'un milliard de dollars

Grâce à un investissement de plus de 200 M\$ de la société de capital-investissement *General Atlantic*, l'application basée au Royaume-Uni *Flo Health* est devenue la [première start-up de santé féminine](#) entièrement numérique évaluée à plus d'un milliard de dollars. Ayant souffert d'un manque de recherche et d'années de sous-investissements, les investisseurs semblent enfin s'intéresser au potentiel du marché de la santé féminine et des produits de fertilité et de ménopause, estimé à 36 Md\$ par *Dealroom*.

Flo comptait en juin 2024 70 millions d'utilisateurs actifs mensuels et 5 millions d'abonnés payants, et s'attend à ce que ses revenus dépassent les 200M\$ cette année.

Les concurrents de *Flo Health*, notamment *Rosy* et *Clue*, sont également en pleine expansion, à travers l'élargissement de leurs services à d'autres enjeux de santé féminine tels que la ménopause, la péri-ménopause, l'endométriose ou les fibromes.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Londres
pierre.chabrol@dgtresor.gouv.fr, karine.maillard@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Londres, Jade Champetier (Attachée numérique), revue par Karine Maillard
Abonnez-vous : londres@dgtresor.gouv.fr